

## LE SOMMET DE L'UPM S'OUVRE AUJOURD'HUI

# Un accouchement au forceps

**L'obstination a fini par payer : l'Union pour la Méditerranée sera officiellement proclamée aujourd'hui à Paris. Un accouchement au forceps qui intervient après des mois de tractations, de reculades et de compromis fragiles.**

**Nawel Imès - Alger (Le Soir)** - Pour Nicolas Sarkozy, l'honneur est sauf puisque 43 chefs d'Etat feront finalement le déplacement pour le sommet constitutif de l'UPM, même si beaucoup d'entre eux continuent d'exiger de connaître le contenu exact d'un projet qui, en cours de route, a subi un lifting après le forcing de l'Allemagne et des institutions européennes, fortement agacées par l'initiative française.

Le sommet qui s'ouvre aujourd'hui sera coprésidé par les présidents français Nicolas Sarkozy et égyptien Hosni Moubarak qui ouvriront la séance plénière par deux discours publics, suivis de discussions à huis clos autour des thèmes : économie, eau, énergie et sécurité alimentaire ; environnement, protection civile et sécurité maritime ; éducation, recherche, culture, mobilité ; dialogue politique.

Dès ce matin, une réunion ministérielle est prévue pour finaliser le texte de la déclaration d'une dizaine de pages qui devra être adoptée à l'issue du sommet qui souligne, entre autres, que les pays membres de l'Union pour la Méditerranée s'engagent à «réaliser la paix dans la région en coopérant dans la lutte contre le terrorisme et en faisant face aux nombreux défis notamment économiques en luttant contre la pauvreté et en adoptant une politique de défense de l'environnement pour réduire les effets des changements climatiques». Le président français accueillera les chefs de délégations au Grand Palais

où les participants seront assis autour d'une table ronde, suivant l'ordre alphabétique, de haut en bas. Aux alentours de 19h, Nicolas Sarkozy, Hosni Moubarak et José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, animeront une conférence de presse conjointe avant qu'un dîner ne soit offert aux chefs de délégation, leurs conjoints et les ministres, au Petit Palais avant lequel Sarkozy fera une déclaration.

Les chefs d'Etat et de gouvernement sont invités à assister au défilé sur les Champs-Élysées, dont l'invité d'honneur sera Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU. Les Européens feront dès aujourd'hui des propositions à leurs partenaires du Sud : dépollution de la Méditerranée, autoroutes de la mer et énergie solaire figurent en bonne place. La Commission européenne avait présenté dès en avril des projets dans sept pays du sud de la Méditerranée, visant à éliminer 80% des sources de pollution d'ici 2020. Pour les concrétiser, il faut pouvoir mobiliser plus de 2 milliards d'euros. Il appartiendra cependant aux chefs d'Etat présents de retenir quelques projets pilotes et de fixer les priorités.

### De l'UM à l'UPM sous la pression de l'Allemagne

En lançant à l'issue du second tour de l'élection présidentielle française, l'idée d'une Union méditerranéenne, Nicolas Sarkozy ne pensait associer que les pays riverains au

projet et ne concédait aux autres Etats européens que le statut d'observateurs. Dans son discours de Tanger le 23 octobre 2007, il donne un aperçu de ce que devait être l'Union méditerranéenne : un processus qui vise à établir une dynamique politique hors de l'Union européenne (UE) et à trouver une alternative sérieuse à l'adhésion de la Turquie dans l'UE, dont il ne veut pas entendre parler.

Ce projet prend comme point de départ un constat établi par tous les pays du pourtour méditerranéen : l'échec du processus de Barcelone. Sarkozy était loin de penser que son initiative allait provoquer un tollé aussi bien en Allemagne qu'à Bruxelles. Angela Merkel, la chancelière allemande, a rejeté en bloc cette idée, refusant que son pays soit marginalisé. Dans les couloirs des institutions européennes, c'est le branle-bas de combat : on exige que la Commission européenne soit un acteur majeur du projet.

Entre Paris et Berlin, on est à la frontière de l'incident diplomatique. Les médias français estiment que Sarkozy a mal vendu son projet tandis que du côté allemand, on opère un véritable forcing. Les 13 et 14 mars dernier, Sarkozy devait défendre son projet au Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE.

Il essaye de faire accepter son projet tel que conçu initialement : le double méridional du Conseil des Etats de la mer Baltique, dont seuls les pays riverains peuvent être membres à part entière, les autres Etats européens ayant le statut d'observateur. Rien à faire. Merkel n'en démord pas et exige que toute

l'Europe soit associée. Face à cette détermination, le président français finit par céder : l'Union méditerranéenne devient officiellement «Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée». Affaibli par ce semi-échec, Sarkozy ne perd cependant pas le nord et continue d'expliquer les contours de son projet dont l'UE vient de le déposséder.

### Quelle différence par rapport au processus de Barcelone ?

Il en ressort que contrairement au processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée impulserait un élan politique à la coopération autour de la Méditerranée en mobilisant les sociétés civiles, les entreprises et les collectivités locales. Sarkozy parle de «logique de coopération et non d'intégration» et martèle que le projet d'Union pour la Méditerranée n'a pas pour but de se substituer aux mécanismes de coopération et de dialogue déjà existants mais de les compléter grâce, justement, à cette impulsion politique. L'Union pour la Méditerranée, dit-il, adopte une nouvelle stratégie basée sur des «projets concrets» qui créeront une dynamique complémentaire à celles des processus existants.

Les projets doivent répondre à deux critères : celui du partenariat égalitaire d'abord qui donne enfin aux pays du Sud la possibilité de proposer des projets et non plus de se contenter de ceux mis en place par les pays européens. Le deuxième critère est celui de la géométrie variable permettant de ne réunir sur un projet concret que les pays qui veulent volontairement y participer. Selon la première

mouture du projet, l'Union pour la Méditerranée devrait être codirigée par un pays de l'Union européenne riverain de la Méditerranée et par un pays hors Union européenne. Un secrétariat permanent sera mis en place à l'issue du sommet de Paris.

### Un flou artistique qui perdure

Ainsi expliqués, les contours du projet sont toujours considérés comme pas très clairs. Les pays de la rive sud sont toujours dans l'expectative et ne savent toujours pas ce que concrètement apportera l'UPM. Beaucoup se demandent quelle sera la différence avec le processus de Barcelone qui, de l'avis de tous, n'a pas réussi à donner un coup d'accélérateur au partenariat Sud-Sud qui reste à son niveau le plus bas. Ces mêmes voix indiquent que ce processus n'a aucunement bénéficié aux économies du Sud.

Minés par des dissensions profondes, les pays de la rive sud n'ont pas su dépasser leurs différends pour établir un partenariat. La question palestinienne, le conflit entre le Maroc et le Front Polisario au sujet du Sahara occidental ont constitué un frein, sans parler de l'absence totale d'initiatives venant des pays concernés qui se sont souvent contentés d'attendre les propositions européennes sans jamais être à l'origine de l'initiative. Feront-ils preuve davantage d'esprit d'entrepreneuriat ?

N. I.

## ÉCLAIRAGE

# Un sommet qui trahit Sarkozy

**Une journée pour la sécurité d'Israël ; une journée pour la gloire de la France ! Pas besoin de chercher les deux principales arrières-pensées de Nicolas Sarkozy sur l'Union pour la Méditerranée : tout est dit dans le programme du sommet de Paris.**

D'entrée, le président français discute avec les «voisins» d'Israël : déjeuner du président Nicolas Sarkozy avec le président Hosni Moubarak, dans un grand hôtel parisien proche de l'Elysée ; entretien à l'Elysée de Nicolas Sarkozy avec son homologue libanais Michel Sleimane, puis avec le Syrien Bachar Al-Assad (Elysée) avant qu'une réunion de travail le fasse rencontrer Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, et Ehud Olmert, Premier ministre israélien.

Et le lendemain lundi 14 juillet, fête nationale française, tous les chefs d'Etat et de gouvernement sont invités à la grande parade, le défilé sur les Champs-Élysées, puis à un déjeuner à l'hôtel Marigny, en face de l'Elysée, un déjeuner dont on ne sait s'il est servi en l'honneur de l'UPM ou de la France.

Ceux qui avaient cru que cette rencontre, qui met quand même face-à-face 27 nations d'Europe et une quinzaine de la rive sud, allait mettre la question humaine au centre des débats et faire de la Méditerranée un espace humain commun comme le fut

l'Europe, se sont trompés de porte : l'UPM ne semble pas à cet usage-là ! Qu'importe si, comme le dit Ali Bensaâd, la Méditerranée est non seulement la région où les écarts entre le Nord et le Sud sont les plus importants, mais c'est aussi la seule région où ces écarts s'accroissent. Qu'importe si, en faisant de la question du contrôle de l'immigration le premier pilier légitimant sa nécessité, le projet d'UPM creuse encore plus le divorce consacré par le processus de Barcelone entre espace économique et espace humain et qui fut la raison première de son échec.

### Créer un Commonwealth français

Avant même qu'il ne commence, le sommet de Paris «trahit» donc les deux objectifs inavoués de l'UPM : créer un Commonwealth français dont Paris va évidemment prendre le leadership, et qui va enfin lui redonner une partie de l'influence perdue ; «blanchir» Israël et accélérer son intégration dans la communauté internationale.

En cela, Sarkozy est conséquent.

Conséquent d'abord envers son pays. La France sait plus que jamais que son avenir de puissance influente n'est plus en Europe.

Sur le plan économique, l'Allemagne, ayant réussi sa réunification, est loin devant et sur le plan politique les Anglais ont pris un leadership incon-

testé, soutenus en cela par les pays de l'Est.

Par conséquent, le salut de la France consiste à inventer un nouvel espace économique et politique où elle pourrait prendre le leadership et dans lequel ni l'Allemagne, ni le Royaume-Uni ne pourraient lui faire concurrence. Elle a donc regardé à son... Sud.

Sarkozy est ensuite conséquent envers Israël qu'il s'est promis d'aider, qui a tout à gagner de l'Union méditerranéenne et qu'il faut aider à regagner la respectabilité sur la scène internationale.

L'intérêt stratégique d'Israël est une cause envers laquelle Sarkozy a une dette.

Le président français doit beaucoup son élection aux lobbies pro-sionistes : le Conseil représentatif des juifs en France (CRIF), mais aussi et surtout l'AIPAC (The American Israel Public Affairs Committee - Comité américain pour les affaires publiques d'Israël), principal lobby d'Israël aux Etats-Unis).

Le CRIF et l'AIPAC ont autant favorisé son succès que démolit les chances de Chirac et des chiraquiens. Sarkozy s'est fait subtilement adouber par l'AIPAC lors de son fameux discours pro-israélien de 2005 à Washington avant de jouer adroitement de son image de «juif hongrois» pour devenir la star du CRIF.

Mais Sarkozy a surtout profité de l'offensive anti-Chirac dont il est établi qu'elle fut menée par les lobbies pro-



Nicholas Sarkozy.

Israël. On dit que le CRIF a, en effet, beaucoup contribué à la chute du prestige de Jacques Chirac en alimentant méthodiquement la campagne qui le faisait passer pour un voleur et un corrompu.

Ce n'était que revanche. Le lobby sioniste en France — avec Sarkozy en support depuis des années — n'a, en fait, jamais pardonné trois choses à Jacques Chirac : avoir dans les années 1990 déclaré qu'une bombe trouvée chez une fille et qui a failli exploser avec elle dans un avion de la compagnie aérienne d'Israël était un coup monté

du Mossad ; avoir rendu un hommage officiel à Arafat ; s'être opposé au plan israélien (suivi par Bush) de morceler le monde arabe sur une base ethnique et religieuse et dont l'Irak était un simple préambule.

### Et l'Algérie dans tout ça ?

Notre pays ne jouit d'aucune importance aux yeux de Sarkozy (pour preuve, il suffit de constater le traitement de l'Algérie dans ce sommet) mais, paradoxalement, dispose d'une grande place dans ses calculs.

Car pour le président français, conquérir le sud de l'Europe, c'est d'abord conquérir l'Algérie.

Et c'est donc tout naturellement qu'il se tourne vers ce pays que les Français ont toujours considéré comme la «profondeur stratégique de la France» pour reprendre la formule d'Alexandre de Marenche qui savait de quoi il parlait pour avoir été, jusqu'à l'élection de Mitterrand, le «pacha» du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) devenu plus tard DGSE.

Il va vouloir profiter de la faillite algérienne de ces dix dernières années pour faire avancer son grand dessein méditerranéen dont dépendent la recolonisation déguisée et la réhabilitation d'Israël.

Le nouveau président français veut profiter, en effet, du vide géopolitique laissé par l'Algérie depuis, en particulier l'arrivée de Bouteflika, pour asseoir son projet. Incapable d'avoir une influence régionale, incapable d'avoir une influence sub-saharienne, l'Algérie a ouvert un large boulevard d'opportunités à la France de Sarkozy.

Alors que même durant la décennie noire, notre pays était craint, tant son potentiel était énorme, il s'est trouvé subitement affaibli par la suicidaire aliénation à la France.

Rafik Abdi